

letemps.ch

Le Conseil d'Etat genevois s'est réparti les dicastères

Marc Guéniat

4–5 minutes

Les négociations autour de la répartition des départements n'ont pas débouché sur une révolution de palais au sein du nouveau Conseil d'Etat genevois, dont la législature débutera le 1er juin. Les trois sortants conservent leurs dicastères, légèrement retouchés, et confient les politiques publiques restantes aux nouveaux élus, placés pour l'essentiel en fonction de leurs affinités. Sous l'égide du doyen et président du collège, Antonio Hodgers, les discussions n'ont peut-être frustré que la benjamine, la centriste Delphine Bachmann, véritable rescapée de l'élection, qui écope d'un petit Département de l'économie et de l'emploi, laissé vacant par Fabienne Fischer. L'intéressée, qu'un sondage avait désigné comme la plus compatible avec la Chambre de commerce,

d'industrie et des services, se dit pleinement satisfaite.

Antonio Hodgers demeure au Territoire en s'y adjoignant l'Office cantonal des bâtiments, qui chapeaute le milliard d'investissements dédiés à la rénovation énergétique, décidé en fin d'année dernière. Ce qui fait de lui le véritable patron de la transition écologique. Il accroît aussi son rôle de représentation du canton en reprenant les rênes du Comité régional franco-genevois.

En revanche, l'écologiste ne semble pas avoir brigué la très sensible politique de mobilité, qui échoit à Pierre Maudet. Ce dernier, qui s'est profilé sur ces questions en proposant une réduction des tarifs des transports publics, se taille un vaste département comprenant aussi la Santé. Il aura ainsi la tutelle des Hôpitaux universitaires de Genève et de l'Institution de maintien à domicile. Les défis ne manqueront pas, avec la hausse constante des primes d'assurance maladie, pour celui qui prône la création d'une caisse cantonale publique. Cela lui donnera l'occasion de tenir cette promesse qui s'annonce pour le moins délicate à concrétiser.

Lire encore: [A l'issue des élections genevoises, dicastères redoutés cherchent ministres motivés](#)

Mieux élue parmi les sept, la PLR Nathalie Fontanet garde les

Finances et les Ressources humaines, en y ajoutant la tutelle de l'aéroport et la représentation du gouvernement dans les cénacles intercantonaux, ce qui lui permettra peut-être de se forger une stature nationale. De nombreux chantiers et votations fiscales se profilent, dès le mois de juin, dans un contexte polarisé. Autre écueil de taille: la refonte, précédemment enterrée par ses soins en 2020, de la grille salariale de la fonction publique. Et la mise en œuvre de son plan de lutte contre l'absentéisme.

La droite reprend le DIP

Après avoir passé une décennie à critiquer la gestion de l'Instruction publique par la socialiste Anne Emery-Torracinta, la droite prend ses responsabilités en l'attribuant à Anne Hiltpold. La PLR aura fort à faire dans ce département, à commencer par créer un climat de confiance entre la base et le secrétariat général. La réforme du cycle d'orientation et le redéploiement de l'Office médico-pédagogique, qui s'occupe de l'enseignement spécialisé, constitueront ses probables priorités.

Pour sa part, Thierry Apothéloz reste au Département de la cohésion sociale, où il pourra achever la refonte de l'aide sociale et mettre en œuvre la nouvelle politique culturelle offrant

d'importantes compétences au canton. Le socialiste récupère aussi les seniors, avec les EMS, thématique à laquelle il a consacré un livre paru voici quelques mois.

La seconde socialiste, Carole-Anne Kast, obtient le dicastère qui semblait effrayer tous les candidats et qu'elle était la seule à classer parmi ses trois premiers choix: la Sécurité. Autant dire que la partie ne sera pas aisée, même si les statistiques de la criminalité n'inquiètent guère. C'est surtout dans la gestion d'un corps de police turbulent, fort bien représenté au Grand Conseil sous la bannière du MCG, que résident ses principaux défis. La conseillère administrative d'Onex prend par ailleurs la responsabilité des relations avec les communes, avec le sujet politiquement sensible de la répartition des tâches entre les deux niveaux institutionnels. S'étant aussi profilée dans la gouvernance de l'Etat, elle aura l'occasion d'accélérer la numérisation des prestations en prenant la tête de l'Office des systèmes d'information.

Le nouveau gouvernement prêtera serment le 31 mai dans la cathédrale Saint-Pierre.